

**Municipales - Têtes de listes présentées ou soutenues par le PCF dans les communes de plus de 3 500 habitants (p. 4)**

# COMMUNISTES

**Face à la gravité de la crise, l'union dans l'action ! (p. 3) Retour sur la réunion des secrétaires départementales**

L'AIR DU TEMPS

## Oser

**D**onald Trump, vendredi dernier, a convoqué dare-dare une conférence de presse où il tint ces propos : « George (Floyd) nous regarde d'en haut et dit que c'est une grande chose qui se passe pour notre pays ». Et ce serait quoi la grande chose n question ? C'est l'annonce que le taux de chômage américain passerait de 14 % à 13 % ! Que Trump surjoue une pseudo-embellie pour tenter de sauver son règne, on dira que c'est de la communication. Mais qu'il ose faire parler Georges Floyd après l'avoir étouffé, qu'il ose mettre dans sa bouche autre chose que son « je ne peux plus respirer ! », comment appeler cela ? On pense à Michel Audiard qui assurait que « les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ». ★

**Gérard Streiff**

## vidéo

**Il y a aussi du racisme et des violences policières en France (Fabien Roussel)**

Il y a aussi du racisme et des violences policières...  
Publié par PCF - Parti Communiste Français



**SOUSCRIPTION 2020** (cliquez)

Je verse : ..... €

**"En pleine bataille des retraites  
donner les moyens au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

«LAW AND ORDER» selon Donald Trump



Procuration

MUNICIPALES

Les procurations vont jouer un rôle important, parfois même elles feront la différence le 28 juin. Lundi 8 juin l'Assemblée nationale a voté en première lecture une loi permettant à un électeur d'être porteur de deux procurations au lieu d'une (hors Français de l'étranger).

Nous devons dès maintenant organiser la collecte systématique des procurations selon les modalités suivantes :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1604>



En direct ou replay

Posez vos questions en commentaires  
**#DirectJoursHeureux**  
 Mercredi 10 Juin  
 17h30  




Léon Deffontaines  
Jeunes Communistes

Mina Idir  
Commission lutte contre le racisme du PCF

 @PartiCommuniste  @PCF  @PartiCommunistefrançais

# Face à la gravité de la crise, l'union dans l'action !

## Retour sur la réunion des secrétaires départementaux·ales

### Enjeux sanitaires avec le déconfinement, enjeux économiques et sociaux, enjeux électoraux, comment les secrétaires départementaux·ales abordent-ils la période ?

Avec gravité. Le mot est revenu plusieurs fois dans notre échange jeudi dernier. Notre pays vit des jours graves, difficiles. À peine la crise sanitaire est-elle en train de s'éloigner que la crise économique frappe avec une violence terrible avec près d'un million de chômeurs·euses supplémentaires en deux mois. Des grands patrons qui avaient programmé des plans de licenciements avant la crise croient désormais avoir les coudées franches pour les mettre en œuvre, alors même qu'ils touchent ou ont touché des aides publiques très importantes, parfois en milliards d'euros comme à Renault. C'est inacceptable. Le chantage à l'emploi est permanent et crée une pression très forte sur les travailleurs·euses. À cette situation, s'ajoute désormais une crise éducative qui décuple les inégalités sociales. L'école, malgré l'affaiblissement du service public, joue un rôle pivot dans la République. Or, elle est affaiblie et durement attaquée par le gouvernement qui profite de la crise pour accélérer son projet libéral. Pour l'instant les mouvements sociaux n'ont pas l'ampleur suffisante. Le PCF a un rôle décisif pour aider à leur développement. Pour l'heure, la surprise vient de la jeunesse mobilisée contre le racisme et les violences policières. Un mouvement important est en train de naître en France. Tout l'enjeu est que la colère et les exigences qu'il exprime ne soient pas dévoyées par le pouvoir pour diviser les Français·es. Aux communistes de s'y investir pour contribuer à ce qu'il rassemble largement en montrant comment les discriminations font système et en mettant en débat des propositions qui répondent à l'enjeu d'égalité.

### Le second tour des municipales va concerner des millions de Français·es. Comment le PCF le prépare-t-il ?

Dans ce contexte, les municipales sont un enjeu essentiel pour être utile à nos concitoyen·ne·s. C'est l'actualité de beaucoup de fédérations qui préparent des seconds tours décisifs. En effet, dans une telle crise, les communes sont en première ligne. À regarder l'action des villes dans lesquelles nous sommes en responsabilité, on mesure l'enjeu de l'élection : après la crise sanitaire, nos concitoyens auront-ils des élu·e·s communistes en responsabilité pour faire face à la crise économique et répondre aux besoins qui grandissent, des élu·e·s qui sont prêts à con-



tribuer à impulser un autre mode de développement que celui qui a conduit à la crise ? Partout en France, nous travaillons à constituer des majorités autour de ces objectifs. Dans de nombreuses villes que nous dirigeons, ou des villes dont nous sommes partie prenante de la majorité municipale, des accords se sont concrétisés : nous avons réussi un rassemblement qui peut nous permettre de l'emporter. Mais dans d'autres, les choix de nos partenaires potentiels, du refus de fusionner dans un compromis acceptable jusqu'à des alliances avec des adversaires politiques, pourraient nous faire échouer. Cette situation révèle les fragilités de la gauche et le besoin d'un parti communiste plus influent. Pour garder nos mairies, en gagner de nouvelles et, au-delà, faire élire le maximum d'élus communistes, l'heure est à des campagnes qui font le lien entre les urgences du quotidien et des projets pour que les communes relèvent les défis de la crise.

### Comment rassembler autour de ces objectifs ?

« L'union dans l'action », comme l'a affirmé au cours de notre échange Fabien Roussel, voilà le chemin que nous voulons emprunter. Le rassemblement, du niveau local au niveau national, nous devons le travailler à partir d'objectifs précis dans toutes les luttes de la période, des services publics de santé ou d'éducation à défendre, à l'emploi et aux luttes pour l'égalité. Cela implique d'être à la fois solides sur notre projet politique, nos propositions, et en même temps ouverts à les enrichir à partir des besoins et des aspirations tels qu'ils s'expriment. Cela implique aussi de travailler avec d'autres forces de gauche, de confronter nos propositions, et de dessiner des convergences sans pour autant précip-

iter une union au sommet qui se ferait sur le plus petit dénominateur commun. C'est un équilibre toujours difficile et notre échange a montré que le débat est fort sur cet enjeu du rassemblement.

### Quels sont les enjeux d'organisation pour répondre à tous ces défis ?

Nos priorités sont claires : la mobilisation pour l'emploi partout où des menaces pèsent, les services publics, le pouvoir d'achat avec la pétition nationale, l'égalité avec le mouvement en cours contre le racisme et les violences policières et bien sûr le rassemblement autour de projets ambitieux dans les villes et les villages pour gagner le 28 juin prochain. Multiplions les initiatives en organisant par exemple des chaînes humaines autour de nos hôpitaux pour exiger de l'argent pour l'hôpital public, des rassemblements contre les fermetures de classes et pour une rentrée de septembre réussie, un soutien aux luttes pour l'emploi, des débats pour construire avec les travailleurs une reconquête industrielle et la relocalisation d'activités, des points de rencontre dans les quartiers populaires pour le pouvoir d'achat, contre le racisme et pour l'égalité. Le projet de sortie de crise que nous adopterons au Conseil national du 12 juin sera un atout pour nourrir nos campagnes. Nous le mettrons largement en débat avec un site internet national dédié. Les affiches nationales en cours de livraison dans les fédérations contribueront à notre visibilité. Le défi d'organisation est de taille car la crise a impacté fortement la vie de nos structures et la vie personnelle des camarades qui les font vivre. Et simultanément, elle nous a fait prendre conscience de l'importance du lien avec les adhérent·e·s du Parti, en particulier les plus fragiles. Elle nous a aussi poussés à innover pour poursuivre nos activités avec un développement d'actions en ligne comme lors du 1<sup>er</sup> mai avec la vente de muguet virtuel. Avec le déconfinement, l'activité de terrain, souvent concentrée ces derniers temps sur la solidarité, doit désormais se déployer pleinement ! Renforçons notre organisation en proposant l'adhésion et en menant la bataille financière de la cotisation pour nous donner les moyens de nos ambitions. ✪

**Igor Zamichiei**  
membre du CEN

## Tête de liste présentée ou soutenue par le PCF dans les communes de plus de 3 500 habitants

Dépt	Ville	Candidat.e	Dépt	Ville	Candidat.e	Dépt	Ville	Candidat.e
02	Tergnier	Michel CARREAU	44	Trignac	Alain DESMARS	80	Longueau	Nathalie MARCHAND
04	Château-Arnoux-Saint-Auban	René VILLARD	45	Montargis	Bruno NOTTIN	80	Villers-Bretonneux	Eric LAVOISIER
07	Aubenas	Henri DELAUCHE	52	Saint-Dizier	Jean-Luc BOUZON	83	La Garde	Michel CAMATTE
09	Pamiers	Daniel MEMAIN	58	Varennes-Vauzelles	Olivier SICOT	83	Six-Fours-les-Plages	Dominique NEMETH
13	Arles	Nicolas KOUKAS	59	Aniche	Michel MEURDESOLF	84	Entraigues-sur-la-Sorgue	Guy MOUREAU
13	Aubagne	Magali GIOVANNANGELI	59	Escaudain	Bruno SALIGOT	84	Orange	Fabienne HALOUI
13	La Ciotat	Karim GHENDOUF	59	Marly	Jérôme LEMAN	85	Fontenay-le-Comte	Hugues FOURAGE
13	Gardanne	Claude JORDA	59	Petite-Forêt	Grégory SPYCHALA	85	Les Sables-d'Olonne	Caroline POTTIER
13	Lambesc	Jean-Michel CARRETERO	59	Seclin	Bernard DEBREU	87	Ambazac	Stéphane CHÉ
13	Marseille Secteur 8	Jean-Marc COPPOLA	59	Somain	Julien QUENNESSON	87	Le Palais-sur-Vienne	Denis LIMOUSIN
13	La Penne-sur-Huveaune	Christine CAPDEVILLE	59	Waziers	Jacques MICHON	91	Corbeil-Essonnes	Bruno PIRIOU
17	Royan	Jacques GUIARD	60	Mouy	Philippe MAUGER	91	Morsang-sur-Orge	Marie-Claire ARASA
22	Bégard	Cinderella BERNARD	60	Nogent-sur-Oise	Loïc PEN	92	Villeneuve-la-Garenne	Gabriel MASSOU
24	Bergerac	Julie TEJERIZO	62	Houdain	Daniel DEWALLE	93	Aubervilliers	Mérim DERKAOUI
27	Gisors	Anthony AUGER	62	Lillers	Carole DUBOIS	93	Bagnolet	Laurent JAMET
29	Douarnenez	Hugues TUPIN	62	Marles-les-Mines	Nathalie LAISNE	93	Bobigny	Abdel SADI
29	Loctudy	Christine CORFMAT	63	Courpière	Christiane SAMSON	93	L'Île-Saint-Denis	Isabelle MOURÉREAU
30	Aramon	Jean-Marie ROSIER	64	Boucau	Dominique LAVIGNE	93	Noisy-le-Sec	Olivier SARRABEYROUSE
30	Nîmes	Vincent BOUGET	65	Tarbes	Hervé CHARLES	93	Pierrefitte-sur-Seine	Farid AÏD
34	Bédarieux	Dimitri ESTIMBRE	66	Elné	Nicolas GARCIA	93	Romainville	François DECHY
34	Sète	Véronique CALUEBA	68	Pfastatt	Nadia PETER-LANTZ	93	Saint-Denis	Laurent RUSSIER
34	Villeneuve-lès-Maguelone	Véronique NEGRET	69	Givors	Christiane CHARNAY	93	Saint-Ouen-sur-Seine	Denis VEMCLEFS
37	Château-Renault	Nordine BOUMARAF	69	Vénissieux	Michèle PICARD	94	Champigny-sur-Marne	Christian FAUTRE
37	St-Pierre-des-Corps	Michel SOULAS	71	Cluny	Marie FAUVET	94	Choisy-le-Roi	Didier GUILLAUME
38	Echirolles	Renzo SULLI	71	Saint-Vallier	Alain PHILIBERT	94	Gentilly	Patricia TORDJMAN
38	Fontaine	Jean-Paul TROVERO	76	Bolbec	Jean-Marc ORAIN	94	Ivry-sur-Seine	Philippe BOUYSSOU
38	St-Quentin-Fallavier	Michel BACCONNIER	76	Eu	Michel BARBIER	94	Valenton	Laurent PERICHON
38	Vizille	Bernard UGHETTO-MONFRIN	76	Grand-Couronne	Patrice DUPRAY	94	Villejuif	Pierre GARZON
39	Saint-Claude	Francis LAHAUT	76	Le Havre	Jean-Paul LECOQ	94	Villeneuve-St-Georges	Sylvie ALTMAN
40	Parentis-en-Born	Georges LALUQUE	77	Champs-sur-Marne	Maud TALLET	94	Vitry-sur-Seine	Jean-Claude KENNEDY
41	Romorantin-Lanthenay	Didier GUÉNIN	77	Dammarie-les-Lys	Vincent BENOIST	95	Bezons	Dominique LESPARRE
42	Firminy	Anne-Sophie PUTOT	77	Nangis	Michel BILLOUT	95	Mériel	Jean-Michel RUIZ
42	Rive-de-Gier	Vincent BONY	78	Achères	Alain OUTREMAN	95	Montmagny	Franck CAPMARTY
44	Bouguenais	Gauthier LORTHOIS	78	Houilles	Olivier MÉGRET	95	Sannois	Gilles HEURFIN
44	Donges	Alain CHAZAL	78	Limay	Eric ROULOT			
			78	La Verrière	Nelly DUTU			

# Un genou à terre : justice pour George Floyd

**L**e 25 mai dernier, après avoir indiqué à 16 reprises qu'il ne pouvait plus respirer, George Floyd est mort asphyxié. Son décès, après 9 minutes d'agonie, a été provoqué par l'officier Derek Chauvin qui a délibérément refusé de retirer son genou du cou de ce dernier, provoquant un arrêt cardiaque.

Cet homicide volontaire, puisque c'est à présent l'incrimination retenue par le procureur général de Minneapolis, a provoqué une immense vague de colère et de mobilisation à travers tous les États-Unis, mais également dans le monde entier. Le mouvement de protestation a largement dépassé l'Amérique : à Dublin, Paris, Montréal... des milliers de manifestants se lèvent pour dénoncer les violences policières, le racisme et les inégalités sociales.

Le haut-commissaire des Droits de l'homme de l'ONU a condamné le racisme structurel des USA, ainsi que l'agression sans précédent des journalistes qui couvraient ce vaste mouvement de colère contre le racisme et les violences policières.

Ce puissant mouvement populaire s'inscrit dans le prolongement des mobilisations historiques qui, après quatre siècles d'esclavage et d'exclusion, se montre fatigué par tant d'abus et d'impunités à l'encontre des Afro-Américains. Il s'agit d'un mouvement multiracial, même si en son centre on trouve l'organisation Black Lives Matter.

Ainsi, au sein même des forces de l'ordre, on a vu des policiers américains, mais aussi le chef de la police de Houston et de New-York, mettre un genou à terre pour symboliser leur refus de la haine, mais également pour demander pardon à leurs compatriotes noirs.

Cette mobilisation, intervient à quelques mois des élections américaines et dans un contexte de grave crise sociale, avec 40 millions de chômeurs et un virus qui, comme en France, a frappé prioritairement les plus précaires et les quartiers défavorisés.

Trump a refusé tout apaisement et a voulu inciter à tirer sur les pilliers, puis a envisagé de déployer l'armée, promettant des milliers de soldats lourdement armés lors de son discours du 1<sup>er</sup> mai devant la Maison Blanche, une bible à la main, cherchant à tirer profit électoralement de la situation.

De son côté, le parti communiste américain a dénoncé un meurtre qui constitue un acte de terreur et de lâcheté policière, démontrant le mépris total des droits de l'homme et des populations travailleuses des USA. Première victoire de cette mobilisation, le Minnesota a annoncé une enquête sur la police et les possibles pratiques discriminatoires systématiques.

En effet, comme en France où ont eu lieu des importantes manifestations de soutien à George Floyd, mais également celles qui dénoncent les violences policières et les comportements discriminatoires systématiques à l'encontre d'une partie de la population, notamment dans les quartiers, ces rassemblements témoignent d'une terrible soif d'égalité, respect et de justice. Ainsi le collectif Justice pour Adama Traoré, jeune homme noir de 24 ans mort en 2016 après une interpellation violente, a lancé un appel pour réclamer justice. Les manifestants ont été nombreux à travers le pays à répondre à cet appel, faisant écho aux rassemblements à la mémoire de George Floyd.



Si pour la mort d'Adama une instruction a été ouverte, les juges d'instruction, qui se devraient d'être totalement indépendants, ont décidé d'auditionner de nouveaux témoins, 4 ans après les faits, après des expertises de la famille contredisant les expertises judiciaires.

En tout état de cause, ce décès et ces violences policières, après de nombreux autres cas similaires, après les nombreux blessés graves lors des manifestations des gilets jaunes (éborgnés, mains arrachées...), après les contrôles au faciès, les vérifications d'autorisations de déplacements très ciblés lors du confinement, suscitent un très vif débat au sein de la nation concernant le comportement de notre police.

Il n'est pas encore possible de savoir comment ces mouvements vont évoluer, ni sur quoi ils vont déboucher, mais personne dans le monde, en 2020, ne doit tolérer l'absence de condamnations et l'impunité de comportements (notamment lorsqu'elle émane de policiers qui sont censés appliquer et respecter la loi républicaine au service de tous), contraires aux droits et libertés fondamentales.

Cette exigence de justice, de respect et de dignité se traduit symboliquement, à travers le monde entier, par un genou à terre qui devra devenir le signe universel du combat contre le racisme et les violences policières. ✪

**Annie Cyferman**  
Avocate, Nancy



# Un centenaire en livres

**L**e centenaire se prépare et va être l'occasion d'une belle floraison de publications sur l'histoire du PCF. Il y en aura pour tous les goûts et perspectives. Gageons que cela ne sera pas d'un maigre apport pour la réflexion historique et politique. On annonce des synthèses du côté des historiens Serge Wolikow, Jean Vigreux et Roger Martelli (Armand Colin) comme du politiste Julian Mischi (Hors d'atteinte). Le journal inédit tenu par Maurice Thorez doit être publié cette année, sous la direction de Jean-Numa Ducange et Jean Vigreux (Fayard). On espère la parution de la thèse de Louis Poulhès sur l'interdiction du PCF en 1939 alors que vient de paraître celle d'Alain Viguière sur les communistes de Renault (L'Arbre bleu). On attend les numéros spéciaux de revues historiques, le catalogue de l'exposition que prépare le Musée de l'histoire vivante de Montreuil, le recueil de discours communistes préparé par Nicolas Devers-Dreyfus (Le Temps des cerises) ou encore ce « Dictionnaire amoureux du communisme » de Gérard Streiff (Le Petit Pavé). On me pardonnera d'évoquer aussi « Lire le congrès de Tours » qu'à l'invitation des Éditions sociales j'ai été amené à tenter, ainsi que ces « 100 ans de Parti communiste français » (Cherche-Midi) qui ont rassemblé une trentaine de jeunes chercheurs pour proposer un parcours à travers ce siècle communiste (avec une préface de Fabien Roussel et une postface de Claude Mazauric). J'en oublie encore sans doute tant ce centenaire retient l'attention des auteurs et éditeurs. Je voudrais en outre évoquer trois productions liées à des initiatives du PCF et de la Fondation Gabriel-Péri dont la pandémie n'aura pas eu raison.

La première, parue en début d'année, c'est le numéro spécial de « Cause commune » « PCF - Cent ans d'histoire » qui, en près de 200 pages, donne la parole à nombre d'historiens confirmés et de témoins pour aborder les 10 décennies écoulées depuis le congrès de Tours. Ce numéro double (14-15) est disponible pour 15 euros sur commande auprès de « Cause commune » (<https://www.causecommune-larevue.fr/contactez-cause-commune>).

La seconde, c'est le catalogue à paraître aux éditions Helvétius, de la grande exposition d'affiches originales organisée par la Fondation Gabriel-Péri : « Cent ans d'histoire de France et du PCF sur les murs ». Le spectre chronologique est inchangé : 1920-2020, mais il s'agit ici de le parcourir avec ces singulières images que sont les affiches, incarnant un combat, un mot d'ordre, un espoir. Une édition augmentée existe avec un double DVD issu du fonds prodigieux de Ciné-Archives. Les commandes peuvent être faites directement sur le site de l'éditeur (24 euros pour l'édition simple ; 35 euros pour celle avec les DVD, frais de port inclus) : [www.editionshelvetius.com](http://www.editionshelvetius.com)

La troisième, c'est le catalogue à paraître aux éditions de l'Atelier, de la grande exposition d'art initiée par le PCF et retraçant « cent ans d'histoire entre les artistes et le PCF ». Les commissaires Yolande Rasle et Renaud Faroux, avec une préface de Pierre Laurent, proposent de suivre ce chemin qui fera bien des surprises. On y trouve en effet Picasso comme Giacometti, Léger comme Duchamp, Ronis, Gromaire, Masson, Matta, Rancillac ou Le Parc. Le livre est à commander auprès de [mmassou@pcf.fr](mailto:mmassou@pcf.fr) au prix de 32,40 euros (frais de port inclus).

On peut regretter que notre époque - est-ce la première ? - accorde tant d'importance aux anniversaires. Aux esprits chagrins, on dira que toutes les occasions pour réfléchir, penser, comprendre et, par-là, se préparer à mieux agir, sont bonnes à prendre. Puisse ce centenaire du PCF être une occasion saisie largement pour lire cette histoire qui ne manque pas d'interroger et nourrir les combats du présent. ✨

**Guillaume Roubaud-Quashie**  
membre du CEN

**OFFREZ-VOUS**  
**100 ANS D'HISTOIRE...**  
Un dossier exceptionnel de Cause + commune à ne pas rater !

**15€**  
**12€**

**NUMÉRO SPÉCIAL**  
**CENTENAIRE DU PCF**  
Tirage limité  
192 pages

**BULLETIN DE COMMANDE**

*Cause commune*, n°14-15, janvier-février 2020 • PCF 100 ans d'histoire

**SPÉCIAL**  
**FÉDÉRATIONS**  
**- 20%**

**10 n° = 120€**  
(au lieu de 150€)

**COMPRENDRE LE MONDE**  
**AGIR POUR LE CHANGER**

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du numéro 14-15, janvier-février 2020 • prix à l'unité 12 € (+ 1€ de frais de port au forfait de 10€)  
 Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de : Association Paul-Langevin  
 À envoyer à : CAUSE COMMUNE - 6, avenue Mathurin-Moreau - 75167 Paris Cedex 19

# Le projet de fonds de relance de l'UE : un piège



Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a présenté le 27 mai un projet de fonds de relance à hauteur de 750 milliards, financé par un emprunt de l'UE sur les marchés financiers, en s'inspirant du plan Macron-Merkel. Ce fonds de relance servirait aux régions et aux secteurs économiques, à hauteur de 500 milliards de subventions et de 250 milliards de prêts. Cette proposition doit être approuvée, à l'unanimité, par le conseil européen le 19 juin prochain. Elle représente sans conteste une nouveauté dans le paysage de l'UE, qui illustre à quel point les bourgeoisies européennes sont pétrées d'effroi face à la crise du capitalisme précipitée par la crise sanitaire, qui met dans le débat public les questions de l'investissement et de la mutualisation des dettes au niveau européen, jusqu'alors soigneusement évitées. Mais en réalité, il s'agit ici d'un piège et d'un chèque en blanc que l'UE demande aux États et ce pour plusieurs raisons :

- Elle reste insuffisante par rapport aux besoins des peuples européens, que le Parlement européen a chiffrés à 2 000 milliards d'euros dans l'immédiat.
- Il s'agit d'un fonds de relance extraordinaire, alors que les besoins sont pérennes.
- Les dettes que contractent les États les exposent à de nouveaux mémorandums d'austérité. Parallèlement, en effet, la Commission européenne a publié le 20 mai le « paquet de printemps » du semestre européen qui stipule explicitement : « Les recommandations [austéritaires] restent d'actualité et continueront de faire l'objet d'un suivi tout au long du cycle annuel du semestre européen de l'année prochaine. »
- Elle ouvre la voie au renforcement de la fiscalité propre de l'UE, c'est-à-dire à un pas vers le fédéra-

lisme, alors même que les fondamentaux austéritaires et libre-échangistes de l'UE ne sont nullement remis en cause structurellement ; cette fiscalité pourrait donc partiellement se substituer à celle des

**« Non à l'Europe libérale, oui à une coopération entre peuples souverains en Europe. »**

États, ce qui fait ressembler fortement ce fonds de relance à une avance remboursable que les États membres reçoivent de l'UE.

Ce fonds de relance présente donc de sérieux problèmes démocratiques pour les peuples et les nations d'Europe. Il est le fruit d'une tentative de compromis entre différentes factions qui se font jour au sein des classes dirigeantes européennes : entre d'une part les tenants du libre-échange pur et dur, opposés à toute idée de transfert financier au sein de l'UE, et opposés au programme de création monétaire de la BCE ; et d'autre part les tenants de la tribune commune signée du Medef, de la Confindustria et du BDI allemand, publiée le 11 mai, qui appelle à une sorte de keynésianisme de l'offre.

Sans changement structurel qui s'attaque aux fondements de la construction capitaliste de l'UE, en particulier tels qu'ils se sont construits depuis l'Acte unique de 1986, ni remise en cause du contenu libéral et antidémocratique des traités européens, ce fonds de relance prendra place dans la longue litanie du balancier de l'histoire de l'UE, entre le respect maladif

de l'orthodoxie monétariste, cette fois-ci à tendance nettement fédéraliste, et l'ouverture affolée des vannes financières.

Engouffrons-nous dans les contradictions ouvertes, autour de 4 points principaux :

1. Mettre fin à l'austérité européenne, par l'abolition définitive du pacte de stabilité et de croissance, du pacte budgétaire et du semestre européen.
2. Réorienter et contrôler démocratiquement l'argent en Europe. La BCE vient d'annoncer une augmentation de son programme de création monétaire. Et mettre à contribution l'immense réservoir que constitue la création monétaire. Ce sont

des moyens immédiatement disponibles. Ils doivent abonder un fonds de développement placé sous contrôle des Parlements nationaux et du Parlement européen, et créé pour financer de manière pérenne les infrastructures comme les politiques d'emploi ou de services publics. Que l'UE emprunte, la BCE est tout à fait capable de racheter ces emprunts pour abonder le fonds. Cela implique de mettre fin à l'indépendance de la BCE. Le débat est aujourd'hui posé !

3. Annuler les dettes publiques des États. Cela n'est nullement incantatoire, car c'est une question politique. La conférence de Londres de 1953 l'a fait pour la dette de la RFA. Une conférence européenne de la dette est à l'ordre du jour.

4. Lancer un processus d'harmonisation vers le haut de l'imposition des entreprises en Europe, en instaurant l'imposition des entreprises à la source. Ce

serait un moyen concret de lutter contre l'évasion fiscale, qui coûte aux États bien plus que ce fonds de relance leur rapporterait.

Ces mesures transitoires dessinent une perspective, celle d'une Europe à géométrie choisie. Chaque peuple fait des choix souverains et doit rester libre d'en changer à tout moment, par exemple en utilisant l'euro non pas comme une monnaie unique, mais comme une monnaie commune. Aucun peuple ne peut être entraîné dans des choix qu'il récuse. Le peuple français, il y a 15 ans, a dit non à l'Europe libérale et oui à une coopération entre peuples souverains en Europe. C'est dans cette perspective que nous nous plaçons. ✪

**Vincent Boulet**  
membre du Conseil national,  
responsable Europe du PCF



**Débat organisé en collaboration avec la fondation Gabriel Péri**  
diffusion sur @pcfmonde à partir 12H30

**Vendredi 12 juin**

**Abandon du franc CFA en faveur de l'ECO. Quel est l'objectif de cette réforme ? Quelles conséquences pour l'Afrique ?**

avec **Ndongo Samba Sylla**, économiste sénégalais et **Martial Ze Belinga**, socio-anthropologue

Animé par **Chrystel Le Moing**



# Nous demandons le RSA pour les moins de 25 ans

**L**e contexte historique dans lequel est plongé le pays depuis le début de l'épidémie a non seulement mis en lumière la précarité dans laquelle vivent des milliers de jeunes mais l'a aussi amplifiée. Face à cette hausse de la paupérisation d'une partie de la jeunesse, les annonces temporaires et tardives prises par l'exécutif apparaissent bien timorées et insuffisantes. L'urgence doit être à un projet politique ambitieux pour la jeunesse. Ce projet doit s'accompagner aussi bien de mesures immédiates de protection sociale que de mesures à plus long terme favorisant une sécurité de l'emploi et de la formation pour l'ensemble des jeunes. L'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans est une première mesure d'urgence qui permet d'instaurer un filet de sécurité pour éviter de sombrer dans la grande pauvreté.

## Le RSA est un filet de sécurité nécessaire

Alors que la crise économique risque d'entraîner nombre de jeunes dans la spirale de la précarité, Gabriel Attal, secrétaire d'État en charge de la jeunesse, s'est positionné contre l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans. Dans une interview accordée au très libéral journal *les Échos*, le plus jeune membre du gouvernement a déclaré qu'« aucun jeune ne grandit avec les minima sociaux comme horizon » et que cette ouverture « inscrirait les jeunes dans un esprit de défaite ». Pourtant, pour un certain nombre, l'horizon le plus proche est celui de se retrouver en situation de grande précarité, sans aucune source de revenu.

Derrière ces déclarations, ce n'est pas l'âge d'éligibilité au RSA que remet en cause le secrétaire d'État, mais l'existence même de celui-ci. Ces propos nous ramènent au fameux mythe des minima sociaux qui produisent des générations entières de tire-au-flanc. Opposer une prétendue oisiveté des jeunes à l'octroi d'un minimum pour vivre est particulièrement abject. En plus de ne reposer sur aucune donnée tangible, ces discours sont dangereux. Ce n'est pas par fainéantise qu'un certain nombre de jeunes se retrouvent sans aucun revenu. La faute est à imputer à la multitude de réformes libérales de ces dernières années qui ont eu pour conséquence de fragiliser le peu de sécurité dans l'emploi, et notamment dans celui des plus jeunes.

L'ouverture du RSA aux moins de 25 ans doit permettre d'empêcher celles et ceux qui n'ont aucune source de revenu de tomber dans l'extrême pauvreté. Ce minima social est un filet de sécurité, certes insuffisant, mais nécessaire.

Évidemment, le RSA ne saurait être l'alpha et l'oméga d'une politique jeunesse digne de ce nom. Mais son ouverture serait une première avan-

cée pour nombre de jeunes. Porter cette revendication dans le débat public doit permettre une prise de conscience collective quant à l'importance de mettre en place des dispositifs pour lutter contre la précarité des jeunes.

C'est bien en renonçant à mettre fin aux mesures moins-disantes pour les jeunes que l'exécutif s'inscrit dans un esprit de défaite. Défaite face à la hausse du chômage, défaite face à la hausse de la précarité des jeunes, défaite face à la moindre ambition politique pour la jeunesse.

## Treize organisations de jeunesse demandent l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans

De plus en plus de jeunes se retrouvent bien seuls face à un avenir incertain. Les annonces faites par le gouvernement ne permettent pas de lever ces incertitudes. L'urgence de la situation doit être de proposer des revendications concrètes pour sortir les jeunes de la précarité. L'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans en fait partie.

À l'initiative du Mouvement jeunes communistes de France, treize organisations de jeunesse se sont réunies pour demander d'une seule et même voix l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans. Cette tribune a été publiée dans *l'Humanité*<sup>1</sup>. La tribune est une première étape. Nous avons fait le choix de lancer également un site internet<sup>2</sup> afin d'interpeller directement Gabriel Attal à ce sujet.

Aux treize organisations de jeunesse, de nombreuses associations, organisations, personnalités, élus nationaux et locaux ont tenu à apporter leur soutien à cette revendication. Parmi eux une trentaine de parlementaires, de nombreux présidents de conseils départementaux et de mairies, mais aussi des organisations syndicales telles que la CGT ou encore la FSU. En une semaine ce n'est pas moins d'une centaine de soutiens qui se sont ajoutés à la liste. Tout au long de la semaine, les fédérations du MJCF vont interpeller les élus locaux afin d'élargir cette liste de soutiens.

Malgré le refus de Gabriel Attal, nous ne comptons pas nous arrêter là. D'autres actions d'interpellations sont prévues. ★

**Léon Deffontaines,**  
secrétaire général du MJCF

1. <https://www.humanite.fr/nous-demandons-louverture-du-rsa-pour-les-moins-de-25-ans-689831>

2. <https://www.rsamoinde25ans.fr/>

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**



**Je verse :** ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19